

AIDES D'ÉTAT

Invitation à présenter des observations en application de l'article 88, paragraphe 2, du traité CE, concernant l'aide C 15/2001 (ex NN 11/2000) — Aide à la restructuration en faveur d'Ambau GmbH Stahl- und Anlagenbau Sperenberg

(2001/C 179/03)

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Par lettre du 13 mars 2001, reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié à l'Allemagne sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE concernant l'aide susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur les mesures à l'égard desquelles la Commission ouvre la procédure, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la Concurrence
Direction H-1
Rue de la Loi 200
B-1049 Bruxelles
Télécopieur (32-2) 296 95 79.

Ces observations seront communiquées à l'Allemagne. Le traitement confidentiel de l'identité de la partie intéressée qui présente les observations peut être demandé par écrit, en spécifiant les motifs de la demande.

RÉSUMÉ

Procédure

Par lettre du 29 décembre 1999, enregistrée le 10 janvier 2000, les autorités allemandes ont présenté des informations sur les aides en faveur d'Ambau GmbH Stahl- und Anlagenbau Sperenberg (ci-après dénommée «Ambau»). L'aide a été accordée pour une nouvelle usine d'Ambau à Gräfenhainichen, en Saxe-Anhalt.

Description des mesures

Anhaltiner Stahl- und Anlagenbau AG, une société de la Treuhand qui avait été l'usine centrale de l'industrie du lignite, a été privatisée par cession en 1992. Dans le contexte de la privatisation, elle a reçu une aide de 7,293 millions de DEM de la Treuhandanstalt (ci-après dénommée «THA»). La procédure de faillite a toutefois dû être ouverte en mai 1997.

Le 4 décembre 1997, le curateur a donné les actifs en location au nouvel investisseur, Ambau. Il s'agit d'une PME⁽¹⁾ située dans le *Land* de Brandebourg et appartenant à MM. Görlitz. Elle produit des équipements pour l'industrie de l'acier et de la

construction de machines. En janvier 1998, GSA Grundstücksfond Sachsen-Anhalt (dénommée GSA), un organisme public, a racheté le terrain pour 1 DEM et les machines pour 1,5 million de DEM. Le nouveau propriétaire, GSA, et l'investisseur ont ensuite conclu un autre contrat de location. Simultanément, Ambau offrait à 100 salariés un nouveau contrat, que 92 ont accepté. Initialement, les actifs devaient être cédés à une nouvelle entité, juridiquement distincte de l'investisseur. Toutefois, à la demande des créanciers, les actifs ont été organisés sous la forme d'une unité de production à l'intérieur d'Ambau sans personnalité juridique distincte⁽²⁾.

La restructuration se fonde sur un plan, établi par des experts indépendants en 1998, qui va de début 1998 à 2001. L'usine fournirait des génératrices, et notamment des éoliennes. Elle produirait en outre des installations pour les industries métallurgique et chimique.

Les coûts de restructuration s'élèvent à 11,249 millions de DEM et comprennent le développement des actifs actuels de 5,572 millions de DEM, une ligne de garantie de 4 millions de DEM, qui est indispensable dans le secteur en question, ainsi que des investissements dans les machines et les bâtiments de 1,677 million.

⁽¹⁾ Voir l'encadrement communautaire des aides d'État aux petites et moyennes entreprises (JO C 213 du 27.7.1996, p. 4).

⁽²⁾ Aux fins de la présente lettre, la dénomination «Ambau» englobe l'ensemble de la société, y compris les deux unités de Sperenberg et de Gräfenhainichen. L'expression «Gräfenhainichen» recouvre quant à elle l'unité de production elle-même, sans préjudice de l'appréciation portée par la Commission sur son admissibilité au regard de l'encadrement des aides à la restructuration.

La restructuration de Gräfenhainichen sera financée par les autorités publiques d'une part, pour un total de 8,845 millions de DEM (78,6 %) et par l'investisseur, d'autre part, à raison de 2,404 millions de DEM (21,4 %). Les autorités publiques apportent: i) une renonciation au remboursement d'un crédit accordé dans le cadre de la procédure de faillite par le BvS de 1 million de DEM; ii) des subventions de 545 000 DEM au titre de la tâche d'intérêt commun d'amélioration des structures économiques régionales; iii) un prêt de consolidation de 500 000 DEM; iv) une garantie de 80 % pour un crédit d'aval de 4 millions de DEM; v) une garantie de 80 % pour un prêt BfG de 1,7 million; vi) une participation passive temporaire de 1,5 million de DEM et vii) une garantie de 70 % pour un prêt de la Deutsche Kreditbank, dont 44 % seraient à considérer comme des aides. L'investisseur apporte sa responsabilité pour les prêts garantis, pour un total de 1,9 million de DEM, une augmentation de capital de 300 000 DEM et un prêt de la Sparkasse de 204 000 DEM, qu'il garantit lui-même.

Appréciation

Dans le cadre de sa privatisation, la société faillie a bénéficié d'une renonciation au remboursement de prêts d'actionnaires pour un total de 7,293 millions de DEM. Il y a lieu de considérer cette mesure comme une aide au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE. Toutefois, elle était couverte par le régime TH⁽³⁾. Comme cette mesure a été accordée avant la phase de restructuration actuelle, elle n'est pas prise en considération pour l'appréciation de la proportionnalité de l'aide.

Gräfenhainichen a reçu, dans le cadre de la restructuration, des aides de 8,845 millions de DEM au total. Il s'agit d'aides au sens de l'article 87, paragraphe 1, du traité CE. Selon les renseignements fournis, la Commission ne peut toutefois exclure que l'accord de location passé entre l'organisme public GSA et l'investisseur ne comporte lui aussi une aide. Pour s'en assurer, elle doit également examiner la vente des actifs à GSA de janvier 1998.

Outre la renonciation au remboursement de la part de la BvS, toutes les aides auraient été accordées au titre de régimes approuvés. Les mesures énumérées aux points ii) à v), représentant au total 5,505 millions de DEM, sont compatibles avec le régime correspondant et ne seront donc pas réexaminées par la Commission. Elles seront toutefois prises en considération pour évaluer la proportionnalité.

La garantie de 70 % pour le prêt DKB avait initialement été accordée à l'investisseur avant la reprise, mais a été «transférée» à Gräfenhainichen en 1999. Les renseignements fournis ne suffisent pas pour apprécier la signification exacte de ce «transfert». La Commission émet par conséquent une injonction de

fournir des informations à l'égard de cette mesure en application de l'article 10, paragraphe 3, du règlement n° 659/1999 du Conseil.

L'Allemagne fait valoir que la participation passive temporaire du *Land* s'élevant à 1,5 million de DEM était fondée sur un régime existant. Or, ce régime ne prévoit que des prêts. Par conséquent, la Commission émet une injonction de fournir des informations à l'égard de cette mesure en application de l'article 10, paragraphe 3, du règlement n° 659/1999 du Conseil.

La renonciation de la BvS (1 million de DEM) n'était pas fondée sur un régime d'aide et doit être examinée par la Commission au regard des lignes directrices communautaires pour les aides d'État au sauvetage et à la restructuration des entreprises en difficulté (ci-après dénommées «les lignes directrices») dans la version de 1994⁽⁴⁾.

Il est par conséquent douteux que Gräfenhainichen puisse être considérée comme une entreprise au sens des lignes directrices. Comme on l'a vu, Gräfenhainichen n'est pas dotée de la personnalité morale. Elle n'est responsable et tenue que de ses engagements. Ces engagements sont pris par l'Ambau et l'ensemble de la société en est responsable. Eu égard à ce qui précède, la Commission observe que l'Allemagne n'a pas fait valoir qu'Ambau elle-même connaissait des problèmes. À la lumière de cette évaluation, la Commission va ouvrir la procédure prévue à l'article 88, paragraphe 2, du traité CE contre Ambau dans son ensemble.

Même si Gräfenhainichen pouvait bénéficier d'aides à la restructuration, on peut se demander si les conditions requises sont remplies. Selon les informations fournies, la Commission se demande si le plan est de nature à assurer le retour à la viabilité de Gräfenhainichen. Selon les comptes fournis, Gräfenhainichen devait après des pertes initiales en 1998, redevenir rentable en 1999. Il convient d'observer que l'usine exerce ses activités sur un secteur du marché où la demande de garanties à long terme est assez élevée puisqu'elle représente environ 15 % du chiffre d'affaires, ce qui aggrave les problèmes de liquidité. La Commission reconnaît que l'investisseur est une petite entreprise qui ne dispose que de ressources limitées.

D'après les informations fournies, la capacité restera inchangée, seul le taux d'utilisation sera augmenté. (...) (*). Or, l'Allemagne n'a pas fourni d'informations suffisantes sur la situation de la capacité sur le marché européen et le marché mondial. Dans l'intervalle, la Commission ne peut exclure que le marché soit en surcapacité et que la capacité de Gräfenhainichen ne doive pas être réduite d'autant.

⁽³⁾ Régime THA, E 15/92, SG(92) D/17613 du 8.12.1992.

⁽⁴⁾ JO C 368 du 23.12.1994, p. 12.

(*) Secret d'affaires.

Les informations reçues ne permettent pas de déterminer si l'aide est proportionnée comme le prévoient les lignes directrices. D'abord, la Commission se demande si la contribution invoquée de 21,4 % peut être considérée comme importante. Du reste, l'augmentation de capital de 300 000 DEM semble se faire en partie au moyen d'une participation de la Deutsche Ausgleichsbank, un organisme public. La Commission prend note de ce que les informations fournies ne permettent pas d'exclure que la totalité ou une partie des 300 000 DEM doivent être considérées comme des aides à la restructuration. Le prêt accordé par la Sparkasse Teltow (204 000 DEM) avait d'abord été accordé en faveur de l'investisseur, mais a été «transféré» à Gräfenhainichen en 1999. Sur la base des informations fournies, la Commission n'a pas été en mesure d'évaluer le sens de cette «attribution». Si ces réserves se confirment, l'investisseur n'apporterait que 1,864 million de DEM, soit 16,6 %, ce qui ne semble pas constituer une contribution importante.

Aux termes de l'article 14, du règlement CE n° 659/1999 du Conseil, toute aide illégale peut être récupérée auprès de son bénéficiaire.

TEXTE DE LA LETTRE

«Die Kommission teilt Deutschland mit, dass sie nach Prüfung der von den deutschen Behörden übermittelten Auskünfte beschlossen hat, das Verfahren nach Artikel 88 Absatz 2 EG-Vertrag zu eröffnen.

1. DAS VERFAHREN

- (1) Mit Schreiben vom 29.12.1999, das am 10.1.2000 unter der Nr. NN 11/2000 registriert wurde, übermittelte Deutschland Auskünfte über Beihilfemaßnahmen zugunsten der Ambau GmbH Stahl- und Anlagenbau Sperenberg (nachstehend „AMBAU“) mit. Die Beihilfen wurden für einen neuen Betriebsteil der AMBAU in Gräfenhainichen, Sachsen-Anhalt, gewährt.
- (2) Die Kommission ersuchte mit Schreiben vom 21.1., 9.3., 15.5. und 26.10.2000 um zusätzliche Auskünfte, die Deutschland mit Schreiben vom 4.4., 22.6. und 14.12.2000 erteilte.

2. BESCHREIBUNG

2.1 Die Privatisierung

- (3) Der Anhaltiner Stahl- und Anlagenbau (nachstehend „ASTA“) wurde 1943 als die Zentralwerkstatt der deutschen Braunkohleindustrie gegründet. Diese Rolle behielt ASTA auch in DDR-Zeiten. 1990 ging ASTA in das Eigentum der Treuhandanstalt (nachstehend „THA“) über und wurde in eine GmbH umgewandelt. Das Unternehmen wurde am 6.5.1992 aufgrund eines Management-buy-out-Vertrags privatisiert. Im Rahmen dieser Privatisierung erhielt ASTA staatliche Beihilfen in Höhe von 7,293 Mio. DEM, indem die THA auf die Rückzahlung von Gesellschafterdarlehen verzichtete.

- (4) Die rückläufige Entwicklung des Braunkohlebergbaus zwang ASTA, seine Produktion zu rationalisieren. Das Unternehmen blieb zwar in der Produktion von Bergbaueinrichtungen tätig, richtete seine Tätigkeit aber u. a. auf den Bau von Gasleitungen und den maschinentechnischen Stahlbau aus. Mit einem Umsatz von 30 Mio. DEM erlitt das Unternehmen 1996 Verluste in Höhe von 7,5 Mio. DEM. Aus diesem Grunde musste am 1.5.1997 das Gesamtvollstreckungsverfahren eröffnet werden. Der Gesamtvollstreckungsverwalter hielt den Betrieb bis Ende 1997 aufrecht.

2.2 Die Umstrukturierung

2.2.1 Der neue Investor

- (5) Der neue Investor AMBAU hat seinen Sitz in Sperenberg, Brandenburg. Das Unternehmen wurde 1993 gegründet, beschäftigt gegenwärtig 193 Mitarbeiter (davon 92 in Gräfenhainichen) und erzielte 1999 bei einer Bilanzsumme in Höhe von 18 Mio. DEM einen Umsatz von 27 Mio. DEM. Gesellschafter sind die Herren Görlitz (mit je 50 %). Das Unternehmen ist demnach ein KMU (?). Es ist als Zulieferer für den Stahl- und Anlagenbau tätig.

2.2.2 Die Umstrukturierung

- (6) Am 4.12.1997 schlossen der Gesamtvollstreckungsverwalter und AMBAU einen Pachtvertrag für Gebäude, Maschinen, Ausrüstungen usw. des in Gesamtvollstreckung befindlichen Unternehmens. Zu diesem Zeitpunkt bot AMBAU 100 Mitarbeitern (von 270 anlässlich der Gesamtvollstreckung) einen neuen Vertrag an, der von 92 Mitarbeitern akzeptiert wurde.
- (7) Mit Vertrag vom 20.1.1998 erwarb die GSA Grundstücksfond Sachsen-Anhalt (nachstehend „GSA“), eine öffentliche Einrichtung, das Betriebsgrundstück für den Preis von 1 DEM und die Maschinen für 1,5 Mio. DEM. Deutschland übermittelte einen von unabhängigen Sachverständigen erstellten Bericht vom 16.12.1997, in dem dieser Maschinenwert bestätigt wurde. Es wird geltend gemacht, dass für das Grundstück allgemeingültige Marktindikatoren wegen der Ausdehnung (rund 300 000 m²), der vielen veralteten Gebäude und der problematischen Infrastruktur nicht verfügbar gewesen sind.
- (8) Mit Wirkung vom 1.10.1998 wurde zwischen der GSA und AMBAU für einen Teil des Grundbesitzes (123 606 m²) sowie für Gebäude, Maschinen und Ausrüstungen ein Mietvertrag geschlossen. Deutschland übermittelte diesen Vertrag in zwei Fassungen: eine Fassung vom 1.8.1998 mit einer Laufzeit von zwei Jahren und einem Mietzins von monatlich [...] (***) und eine Fassung vom 4.5.1999 mit einer Laufzeit von zehn Jahren und einem Mietzins von monatlich [...]. Auch hier erklärt Deutschland der Kommission, dass es keine Vergleichswerte gegeben hat. AMBAU trägt wie ein Eigentümer das wirtschaftliche Risiko, ist also z. B. für Versicherung und Wartungskosten verantwortlich.

(⁵) Siehe Gemeinschaftsrahmen für staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen (ABl. C 213 vom 27.7.1996, S. 4).

(***) Aus Gründen der Vertraulichkeit sind bestimmte Angaben aus dem Text entfernt worden. Diese Textstellen sind mit eckigen Klammern und Auslassungspunkten gekennzeichnet.

- (9) Die Kommission stellt fest, dass der neue Investor zunächst die Absicht hatte, die Vermögensbestände zu erwerben und diese auf ein neu gegründetes, rechtlich von AMBAU getrenntes Unternehmen zu übertragen. Auf Wunsch der Kreditgeber wurden die Vermögensbestände aber in Gestalt eines Betriebsteils ohne eigene Rechtspersönlichkeit innerhalb der AMBAU organisiert.
- (10) Für den Zweck dieses Schreibens ist mit dem Terminus „AMBAU“ das Unternehmen des Investors insgesamt, einschließlich der Betriebsteile in Sperenberg und Gräfenhainichen, gemeint. Demgegenüber wird der Ausdruck „Gräfenhainichen“ verwendet, um den Betriebsteil zu kennzeichnen, ohne dass sich hieraus Rückschlüsse für die Wertung der Kommission hinsichtlich dessen Förderfähigkeit aufgrund der Umstrukturierungsleitlinien ergeben.

2.2.3 Der Umstrukturierungsplan

- (11) Die Umstrukturierung beruht auf einem von den Herren Görlitz zusammen mit ergon consult 1998 in Angriff genommenen Plan. Dieser erstreckt sich auf einen Zeitraum von drei Jahren (1998 bis 2001). Um dem Managementdefizit des in der Gesamtvollstreckung befindlichen Unternehmens entgegenzuwirken, übernahmen die Herren Görlitz von AMBAU die Leitung. Zur Veränderung des Produktsortiments wird der neue Betrieb als Anbieter auf dem Markt für Kraftwerksanlagen tätig sein. Wegen der wachsenden Bedeutung erneuerbarer Energieträger sollen in Gräfenhainichen Komponenten für neue Technologien wie Windkraftanlagen hergestellt werden. Außerdem sollen in Gräfenhainichen Öfen für Metallurgie- und Chemiebetriebe montiert werden. Durch Synergien mit AMBAU wird das Auftragsvolumen zunehmen. Wettbewerber sind Stahlbau Ruhland, Stahlbau Plauen, SAM Magdeburg und Stahlbau Zwickel.
- (12) Die Notifizierung enthielt Angaben zum voraussichtlichen Ergebnis des Betriebs in Gräfenhainichen⁽⁶⁾. Die zuletzt erhaltenen Angaben über die tatsächliche Leistung betreffen allerdings nicht die beiden Betriebe getrennt, sondern das gesamte Unternehmen⁽⁷⁾.
- (13) Die Umstrukturierungskosten belaufen sich auf 11,249 Mio. DEM und setzen sich wie folgt zusammen:

(in Mio. DEM)	
Bestände	5,572
Avalrahmen	4,000
Ersatz von Maschinen und Instandsetzungsarbeiten (Heizungsanlage, Elektroinstallation) ^(*)	1,677
Insgesamt	11,249

(*) Die Instandsetzungskosten werden vom Investor getragen.

- (14) Die Investitionen in Höhe von 5,572 Mio. DEM sind für den Aufbau von Beständen erforderlich, insbesondere von Rohmaterial im Hinblick auf einen schnellen Beginn und Abschluss der Bauaufträge. Die deutschen Behörden haben nachgewiesen, dass derartige Bestände im Anlagenbau wesentlich sind.

⁽⁶⁾ Siehe Schreiben vom 29.12.1999, S. 4, sowie Schreiben vom 4.4.2000 (Anlage 10).

⁽⁷⁾ Siehe Schreiben vom 14.12.2000, Bericht der Abator Treuhand GmbH vom 10.11.2000.

- (15) Um auftragsbedingte Sicherheiten bieten zu können, wurde ein Avalrahmen von 4 Mio. DEM bereitgestellt. Im Anlagenbau ist es üblich, dass sich die Banken für rund 15 % des Auftragswerts sofort bei Vertragsabschluss verbürgen.
- (16) Die Umstrukturierung in Gräfenhainichen wird wie folgt von den Behörden und dem Investor finanziert:

	Staat	Mio. DEM	Investor	Mio. DEM
1	BvS-Darlehensverzicht	1,000	Kapitalerhöhung	0,300
2	„Gemeinschaftsaufgabe“	0,545	Darlehen der Sparkasse Teltow	0,204
3	80%ige Bürgschaft (Avalrahmen von 4 Mio.)	3,200	Eigenobligo 20 %	0,800
4	80%ige Bürgschaft (zwei BfG-Darlehen von 1,7 Mio.)	1,260	Eigenobligo 20 %	0,440
5	56%ige Bürgschaft (DKB-Darlehen von 1,5 Mio.)	0,840	Eigenobligo 44 %	0,660
6	stille Beteiligung von 1,5 Mio.	1,500		
7	Konsolidierungsdarlehen von 0,5 Mio.	0,500		
	Insgesamt	8,845 = 78,6 %	Insgesamt	2,404 = 21,4 %

- (17) Der Staat beteiligt sich mit folgenden Maßnahmen an der Umstrukturierung:
- 1. Maßnahme: Verzicht auf die Rückzahlung von Darlehen in Höhe von 1 Mio. DEM. Zwischen Mitte 1997 und April 1998 erhielt der Gesamtvollstreckungsverwalter von der BvS diesen Massekredit. Ursprünglich sollte der Kredit bis Juli 1999 getilgt werden, wurde aber im August 1998 verlängert. Mitte 1998 vereinbarten die BvS und der Verwalter, das Darlehen auf den Investor zu übertragen, der inzwischen die Vermögensbestände gepachtet hatte.
 - 2. Maßnahme: Investitionszuschüsse in Höhe von 545 000 DEM aufgrund der Gemeinschaftsaufgabe „Verbesserung der regionalen Wirtschaftsstruktur“, 27. Rahmenplan, einer von der Kommission genehmigten Regelung (C 84/98 SG(99) D/3472 vom 17.5.1999).
 - 3. Maßnahme: Der Avalrahmen von 4 Mio. DEM der Deutschen Kreditbank (nachstehend „DKB“) wird durch eine 80%ige Bürgschaft des Landes aufgrund der Bürgschaftsrichtlinie des Landes Sachsen-Anhalt gesichert, einer von der Kommission genehmigten Regelung (N 431/91 SG(91) D/15633 vom 8.8.1991).
 - 4. Maßnahme: Die beiden Darlehen von insgesamt 1,7 Mio. DEM der Bank für Gemeinwirtschaft (nachstehend „BfG“) zum Marktzinssatz wird durch eine 80%ige Bürgschaft des Landes aufgrund der Bürgschaftsrichtlinie des Landes Sachsen-Anhalt gesichert, einer von der Kommission genehmigten Regelung (N 431/91 SG(91) D/15633 vom 8.8.1991).

- **5. Maßnahme:** Das DKB-Darlehen von 1,5 Mio. DEM zum Marktzinssatz wird durch eine 70%ige Bürgschaft des Landes aufgrund des Programms für unmittelbare Bundesgarantien gesichert, einer von der Kommission genehmigten Regelung (N 297/91, SG(91) D/13344 vom 15.8.1991) ⁽⁸⁾. In der Anmeldung wurde erklärt, dass die Bürgschaft lediglich eine Intensität von 56 % des verbürgten Betrages hat. Die Kommission stellt fest, dass diese Sicherheit zunächst dem Investor 1996 (vor der Übernahme) gewährt wurde bevor sie im Juni 1999 dem Betriebsteil in Gräfenhainichen zugeordnet wurde.
 - **6. Maßnahme:** Das Konsolidierungsdarlehen von 500 000 DEM beruht auf der Richtlinie über die Gewährung von Konsolidierungshilfen an mittelständische Unternehmen in Sachsen-Anhalt, einer von der Kommission genehmigten Regelung (N 452/97, SG(97) D/9273 vom 10.11.1997).
 - **7. Maßnahme:** Die vorübergehende stille Beteiligung von 1,5 Mio. DEM der Wagnisbeteiligungsgesellschaft des Landes Sachsen-Anhalt beruht auf der Richtlinie über die Gewährung von Konsolidierungshilfen an mittelständische Unternehmen in Sachsen-Anhalt, einer von der Kommission genehmigten Regelung (N 452/97, SG(97) D/9273 vom 10.11.1997).
- (18) Der Investor beteiligt sich mit folgenden Maßnahmen an der Umstrukturierung:
- Eine Kapitalerhöhung von 300 000 DEM. Die Kommission stellt fest, dass diese Erhöhung zum Teil mit Mitteln der Deutschen Ausgleichsbank (nachstehend „DtA“), einer öffentlichen Bank, erfolgt.
 - Ein vom Investor verbürgtes Darlehen der Sparkasse Teltow zu Marktbedingungen in Höhe von 240 000 DEM. Die Kommission stellt fest, dass dieses Darlehen 1996 dem Investor gewährt wurde, anschließend aber im Juni 1999 dem Betrieb in Gräfenhainichen zugeordnet wurde.
 - Die Beteiligung des Investors an den verbürgten Darlehen beläuft sich insgesamt auf 1,9 Mio. DEM, einschließlich einer 20%igen Verbindlichkeit für die BfG-Darlehen und den Avalrahmen sowie einer 44%igen Verbindlichkeit für das DKB-Darlehen.

(19) Alle Maßnahmen wurden Mitte 1999 durchgeführt.

2.2.4 Marktanalyse

- (20) Im Betrieb in Gräfenhainichen werden Ausrüstungen für Kraftwerksanlagen, insbesondere Windkraftanlagen hergestellt. Diese können als Maschinen für unspezifische Verwendung, einschließlich Maschinen für Kraftwerke, (NACE Rev. 1 29.1 und 29.2) eingestuft werden.

⁽⁸⁾ Ausgangspunkt der Berechnung ist eine Intensität von 70 % der verbürgten Summe. Für die Bürgschaft hat der Staat eine 80%ige Rückbürgschaft übernommen, während der Bürgschaftsbank Potsdam ein Eigenobligo von 20 % verbleibt. Dieser Anteil entspricht 14 % des Risikos des ursprünglich verbürgten Betrags. Durch diese 14 % und das Eigenobligo von 30 % der den Kredit gewährenden Bank reduziert sich die ursprüngliche Intensität von 70 % der verbürgten Summe auf 56 %.

Außerdem stellt der Betrieb Komponenten für Metallurgie- und Chemiebetriebe her. Dabei handelt es sich um Maschinen für bestimmte Wirtschaftszweige (NACE Rev. 1 29.4 und 29.5). Die Nachfrage nach diesen Erzeugnissen hängt weitgehend von der Wirtschaftslage der zu beliefernden nachgelagerten Sektoren ab.

- (21) Den Informationen zufolge tragen die nachstehenden Bereiche wie folgt zu dem Umsatz von 18,5 Mio. DEM bei: Kraftwerksturbinen [...]; Windkraftanlagen [...]; Maschinen für die metallverarbeitende Industrie und den Maschinenbau sowie Reparaturen [...]. Zwischen 1998 und 1999 erwirtschaftete der Betrieb [...] seines Umsatzes in Deutschland und [...] im Ausland. Insbesondere das Geschäftsfeld Maschinen mit unspezifischer Verwendung ist stark exportorientiert, und zwar weitgehend außerhalb des Gemeinsamen Marktes.
- (22) Der Betrieb liefert Ausrüstungen für Kraftwerksanlagen an Unternehmen wie Siemens AG und Braden-Europe B.V. (NL). Außerdem werden in Gräfenhainichen Komponenten für Gasturbinensysteme gebaut. Mit einem voraussichtlichen Umsatz von rund [...] im Jahr 1999 ist der Anteil am Weltmarkt für Gasturbinen nicht signifikant genug, um ihn prozentual zu beziffern. Im „World energy outlook“ der Internationalen Energie-Agentur von 1998 wurde darauf hingewiesen, dass sich Nachfrage nach Gas im Energiemix rasch zunehmen wird. Hauptwettbewerber sind die Air System Barlage Vertriebs GmbH und Finow Rohrleitungssystem GmbH. Außerdem werden Türme für Windkraftanlagen gebaut. Für die in Deutschland seit Ende 1998 errichteten 1 500 Windkraftanlagen baute AMBAU 37 Türme, was einem Anteil am deutschen Markt von 2,5 % entspricht. In Statistiken des Bundesverbands Windenergie eV wurde in diesem Bereich ein Wirtschaftswachstum von 54 % genannt. Hauptwettbewerber sind Stahl und Apparatebau Magdeburg GmbH, Rheden Stell B.V. (NL) und Iemants & N.V. (B).
- (23) Zudem werden in Gräfenhainichen Ausrüstungen für in Metallurgie- und Chemiebetrieben verwendete Öfen hergestellt. In diesem Sektor beläuft sich der Marktanteil des Betriebes in Deutschland auf 0,089 %. Der Anteil am Gemeinsamen Markt ist nicht signifikant genug, um ihn prozentual zu beziffern. Hauptwettbewerber sind die Stahlbau Schauenburg GmbH, Dieball GmbH, Stahlbau Illingen GmbH und Hilgenfurth GmbH.

- (24) Nach den der Kommission übermittelten Angaben wird die Kapazität unverändert bleiben, die Auslastung jedoch — wie die nachstehende Tabelle zeigt — heraufgesetzt. Da Gräfenhainichen unterschiedliche Erzeugnisse herstellt, beruht die Berechnung auf den Laufstunden je Maschine.

	1998	2000	2001
Geplanter Umsatz (in Mio. DEM)	16,7	18,5	22
Laufstunden	77 918	86 025	96 250
Auslastung (in %)	79,7	88,2	97,8
Mitarbeiter	92	91	85

- (25) Bis dato hat die Kommission keine Informationen über die Marktsituation der AMBAU erhalten.

3. WÜRDIGUNG

3.1 Beihilfen im Sinne des Artikels 87 Absatz 1 EG-Vertrag

- (26) Im Rahmen der Privatisierung im Jahr 1992 verzichtete die THA auf die Rückzahlung von Gesellschafterdarlehen in Höhe von insgesamt 7,293 Mio. DEM. Im Zusammenhang mit der 1998 in Angriff genommenen Umstrukturierung erhielt Gräfenhainichen Maßnahmen von insgesamt 8,845 Mio. DEM.
- (27) Hierbei handelt es sich um Beihilfen im Sinne des Artikels 87 Absatz 1 EG-Vertrag, da sie aus staatlichen Mitteln stammen. Der Betrieb in Gräfenhainichen hat im Übrigen auf diese Weise Vorteile erhalten, da seine eigentlichen Kosten aufgrund der Beihilfen reduziert wurden. Außerdem ist der Betrieb als Zulieferer im Anlagenbau tätig, einem Sektor, in dem innergemeinschaftlicher Handel besteht.
- (28) Die Informationen reichen nicht aus, um festzustellen, ob der Mietvertrag zwischen der GSA und dem Investor unter Marktbedingungen zustande gekommen ist. Im Rahmen der Umstrukturierung wurden zwei Transaktionen durchgeführt: Erst wurden die Vermögensbestände des in Gesamtvollstreckung befindlichen Unternehmens vom Gesamtvollstreckungsverwalter an die GSA verkauft, und anschließend vermietete die GSA die betreffenden Vermögensbestände an den Investor. Zunächst muss die Kommission prüfen, ob der Mietvertrag staatliche Beihilfen enthält. Zu diesem Zweck müssen allerdings beide Verträge untersucht werden. Die Kommission stellt fest, dass die GSA der LEG Landesentwicklungsgesellschaft Nordrhein-Westfalen (nachstehend „LEG“) gehört, bei der es sich um eine öffentliche Einrichtung des Landes Nordrhein-Westfalen handelt. In Bezug auf das Grundstück müssen daher beide Verträge aufgrund der Mitteilung der Kommission betreffend Elemente staatlicher Beihilfe bei Verkäufen von Bauten oder Grundstücken durch die öffentliche Hand von 1997⁽⁹⁾ gewürdigt werden. Die bisherigen Informationen reichen allerdings nicht aus, um diese Würdigung durchzuführen. Die deutschen Behörden haben zwei Mietverträge zwischen der GSA und dem Investor vorgelegt, die sich sowohl in Bezug auf die Laufzeit als auch in Bezug auf den Mietzins unterscheiden.
- (29) Deswegen kann die Kommission anhand der ihr vorliegenden Informationen nicht ausschließen, dass der Mietvertrag zwischen der GSA und dem Investor Beihilfen zugunsten des Investors enthält.

3.2 Beihilfen aufgrund von THA-Beihilferegimen im Rahmen der Privatisierung

- (30) Im Rahmen der Privatisierung von 1992 wurde auf die Rückzahlung von Gesellschafterdarlehen in Höhe von 7,293 Mio. DEM, die die THA gewährt hatte, verzichtet. Deutschland macht geltend, dass diese Beihilfen von dem 1992 genehmigten THA-Beihilferegime⁽¹⁰⁾ abgedeckt gewesen sind. Bei der Prüfung von Maßnahmen, die vorgeblich in den Anwendungsbereich einer bestehenden Beihilferegelung fallen, muss die Kommission vor Eröffnung des Verfahrens nach Artikel 88 Absatz 2 EG-Vertrag prü-

fen, ob die Beihilfe die in der Regelung niedergelegten Modalitäten erfüllt⁽¹¹⁾. Da der Verzicht mit der Regelung vereinbar ist, braucht er von der Kommission nicht erneut gewürdigt zu werden, und da er außerdem gewährt wurde, bevor die jetzige Umstrukturierungsphase 1998 begann, wird die Kommission diesen Betrag bei der Beurteilung der Verhältnismäßigkeit der Beihilfe nicht berücksichtigen.

3.3 Beihilfen im Rahmen der Umstrukturierung**3.3.1 Beihilfen aufgrund genehmigter Regelungen**

- (31) Abgesehen von der 1. Maßnahme beruhen scheinbar alle Maßnahmen, die sich auf insgesamt 7,845 Mio. DEM belaufen, auf genehmigten Regelungen. Bevor die Kommission ein Verfahren nach Artikel 88 Absatz 2 EG-Vertrag eröffnet, muss sie feststellen, ob die Maßnahmen, die angeblich aufgrund einer genehmigten Regelung gewährt werden, den Modalitäten dieser Regelung entsprechen⁽¹²⁾.
- (32) Die 2., die 3., die 4. und die 7. Maßnahme in Höhe von insgesamt 5,505 Mio. DEM entsprechen offensichtlich den in der jeweiligen Beihilferegelung niedergelegten Bedingungen und werden daher von der Kommission nicht erneut gewürdigt. Bei der Beurteilung der Verhältnismäßigkeit werden sie allerdings berücksichtigt werden.
- (33) Hinsichtlich der 5. Maßnahme wurde der Kommission mitgeteilt, dass die 70%ige Bürgschaft für das DKB-Darlehen von 1,5 Mio. DEM dem Investor vor der Übernahme eingeräumt, anschließend aber im Juni 1999 dem Betrieb in Gräfenhainichen „zugeordnet“ wurde. Deutschland hat nicht genügend Angaben gemacht, um die genaue Bedeutung dieses „Transfers“ zu würdigen und festzustellen, ob dieser Vorgang in den Anwendungsbereich des genannten Programms fällt. Daher ordnet die Kommission aufgrund von Artikel 10 Absatz 3 der Verordnung Nr. 659/1999 an, dass ihr über diese Maßnahme Auskünfte erteilt werden.
- (34) In Bezug auf die 6. Maßnahme macht Deutschland geltend, dass die stille Beteiligung der Wagnisbeteiligungsgesellschaft Land Sachsen-Anhalt in Höhe von 1,5 Mio. DEM ebenfalls auf einer bestehenden Regelung beruht⁽¹³⁾. Diese Regelung sieht allerdings ausschließlich Darlehen vor⁽¹⁴⁾. Die Informationen reichen nicht aus, um festzustellen, ob die Beihilfe in den Anwendungsbereich der fraglichen Regelung fällt. Deswegen ordnet die Kommission auch für diese Maßnahme aufgrund von Artikel 10 Absatz 3 der Verordnung Nr. 659/1999 an, dass ihr Auskünfte erteilt werden.

3.3.2 Freistellung aufgrund von Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c) EG-Vertrag

- (35) Die 1. Maßnahme, nämlich der Verzicht auf die Rückzahlung eines Darlehens der BvS (1 Mio. DEM), beruht nicht auf einer bestehenden Regelung und muss von der Kommission gewürdigt werden.

⁽¹¹⁾ EuGH, Urteil vom 5.10.1994, C-47/91 Italien gegen Kommission (1994), Slg. 4635.

⁽¹²⁾ EuGH, Urteil vom 5.10.1994, C-47/91, Italien gegen Kommission (1994), Slg. 4635.

⁽¹³⁾ N 452/97, SG(97) D/9273 vom 10.11.1997.

⁽¹⁴⁾ Siehe Punkt 10 der Anmeldung vom 18.6.1997.

⁽⁹⁾ ABl. C 209 vom 10.7.1997, S. 3.

⁽¹⁰⁾ THA-Beihilferegime E 15/92, SG(92) D/17613 vom 8.12.1992.

- (36) Eine Beihilfe dieser Art ist generell mit dem Gemeinsamen Markt unvereinbar, es sei denn, dass sie aufgrund von Artikel 87 EG-Vertrag freigestellt werden kann. Im vorliegenden Fall ist Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c) EG-Vertrag anwendbar, da die Anmeldung der deutschen Behörden Umstrukturierungsbeihilfen betraf.
- (37) Die Kommission stützt ihre Prüfung auf die Kriterien in den Leitlinien für staatliche Beihilfen zur Rettung und Umstrukturierung von Unternehmen in Schwierigkeiten (nachstehend „die Leitlinien“) von 1994⁽¹⁵⁾. Die Leitlinien von 1994 gelten für nicht angemeldete Beihilfen, wenn diese vor Veröffentlichung der neuen Leitlinien von 1999 an ein KMU gewährt wurden, was in diesem Fall zutrifft⁽¹⁶⁾. In den Leitlinien wurde festgelegt, unter welchen Bedingungen die Kommission die Würdigung nach Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c) EG-Vertrag vornehmen kann.
- 3.3.2.1 *Förderfähigkeit im Rahmen der Umstrukturierungsleitlinien*
- (38) Gemäß Ziffer 2.1 der Leitlinien muss es sich bei dem Beihilfeempfänger um ein Unternehmen in Schwierigkeiten handeln.
- (39) Ausgehend von einer wirtschaftlichen Interpretation des Begriffs ist Deutschland der Meinung, dass untersucht werden muss, ob AMBAU mit dem Betriebsteil in Gräfenhainichen eine wirtschaftliche Einheit bildet. Da Deutschland hierbei zu dem Ergebnis kommt, daß AMBAU diesem Betriebsteil gegenüber keinerlei Weisungsbefugnis hat, ist es der Auffassung, daß nur Gräfenhainichen Empfänger der Beihilfen ist. In diesem Zusammenhang wird darauf hingewiesen, dass abgesehen von unterschiedlichen Standorten der Betriebsteil in Gräfenhainichen und der andere Betrieb von AMBAU auch unterschiedliche Tätigkeiten ausüben. Seit 1999 erfolge überdies eine getrennte Buchführung. Deutschland verweist zur Unterstützung seiner Position auf die Genehmigung der Kommission in der Sache Rackwitz Aluminium GmbH⁽¹⁷⁾.
- (40) Wie weiter oben erwähnt wurde, verfügt der Betrieb in Gräfenhainichen über keine Rechtspersönlichkeit. Gräfenhainichen haftet nicht allein für seine Verbindlichkeiten. Zuständig für die Mietverträge über Grundbesitz und Maschinen, die Einstellung von Personal und die Aufnahme von Darlehen usw. ist AMBAU. Somit haftet das gesamte Unternehmen. Diese letztendliche Haftung von AMBAU war einer der Gründe, der die Banken veranlasst hat, auf die Organisation in Gestalt eines Betriebsteils anstelle einer selbständigen rechtlichen Einheit zu drängen. In diesem Zusammenhang ist das von den deutschen Behörden vorgebrachte Argument der gesonderten Buchführung unerheblich. Im Übrigen stellt die Kommission fest, dass in der Gewinn- und Verlustrechnung für das Jahr 1999 gerade nicht zwischen den beiden Betrieben unterschieden wird.
- (41) Der von den deutschen Behörden erwähnte Präzedenzfall Rackwitz trifft auf den vorliegenden Fall nicht zu. Im Fall Rackwitz wurden Beihilfen einem Unternehmen in der Gesamtvollstreckung befindlichen, also einer selbstständigen rechtlichen Einheit gewährt, bevor dessen Tätigkeiten von dem späteren Investor übernommen wurden. Dies unterscheidet ihn vom vorliegenden Fall.
- (42) Deswegen ist es zweifelhaft, ob Gräfenhainichen als ein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne der Leitlinien angesehen werden kann.
- (43) Vor diesem Hintergrund stellt die Kommission fest, dass Deutschland nie von etwaigen Problemen bei AMBAU gesprochen hat. AMBAU erlitt 1998 Verluste in Höhe von 2,745 Mio. DEM gegenüber einem Gewinn von 81 695 DEM im Jahr 1997. Es wird jedoch behauptet, dass die Verluste ausschließlich auf die Kosten für die Umstrukturierung von Gräfenhainichen zurückzuführen sind. 1999 wurde erneut ein Gewinn von 762 934 DEM erzielt.
- (44) Aus diesen Gründen wird die Kommission gegen das gesamte Unternehmen AMBAU das Verfahren nach Artikel 88 Absatz 2 EG-Vertrag eröffnen.
- 3.3.2.2 *Wiederherstellung der Rentabilität auf der Grundlage eines zusammenhängenden Plans*
- (45) Aus den vorgenannten Gründen, ist es zweifelhaft ob Gräfenhainichen überhaupt für Umstrukturierungsbeihilfen in Betracht kommt. Aber selbst wenn die Umstrukturierungsleitlinien anwendbar sein sollten, bezweifelt die Kommission, ob alle Voraussetzungen erfüllt sind.
- (46) Gemäß Ziffer 3.2.2 i) der Leitlinien muss ein Plan unterbreitet werden, auf dessen Grundlage die Rentabilität des Beihilfeempfängers innerhalb eines angemessenen Zeitraums wiederhergestellt wird. Der Umstrukturierungsplan erstreckt sich von Anfang 1998 bis 2000, was als ein angemessener Zeitraum angesehen werden kann. Nach den vorliegenden Informationen wurde damit gerechnet, dass Gräfenhainichen nach anfänglichen Verlusten 1998 im Jahr 1999 wieder rentabel sein würde.
- (47) Gräfenhainichen ist in einem Marktsegment tätig, wo das Erfordernis zur Bestellung von Sicherheiten über einen längeren Zeitraum mit rund 15 % des Umsatzes relativ hoch ausfällt; hierdurch erhöht sich der Liquiditätsbedarf des Unternehmens. Die Kommission weiß, dass es sich bei den Investoren um ein kleines Unternehmen mit 50 Mitarbeitern handelt, das nur begrenzte Ressourcen aufweist. Mit einem jährlichen Umsatz von ca. 10 Mio. DEM, hat das Unternehmen zwischen Gründung 1993 und der Übernahme 1997 einen Gewinn von insgesamt 20 275 DEM erwirtschaftet. Die Kommission bemerkt, dass sich die Eigenkapitalquote des Investors per 31.3.1997 (vor der Übernahme von Gräfenhainichen) auf [...] belief und sich hiernach auf [...] reduziert hat.
- (48) Aufgrund der vorliegenden Informationen ist zweifelhaft, ob der Plan ausreicht, um die Rentabilität des Betriebs in Gräfenhainichen wiederherzustellen.

⁽¹⁵⁾ ABl. C 368 vom 23.12.1994, S. 12.

⁽¹⁶⁾ Siehe Ziffer 101 der neuen Leitlinien (AbI. C 288 vom 9.10.1999, S. 2).

⁽¹⁷⁾ NN 76/98, SG(98) D/12425 vom 30.12.1998.

3.3.2.3 Vermeidung unzumutbarer Wettbewerbsverfälschungen

(49) Den Leitlinien zufolge dürfen die Beihilfen den Wettbewerb nicht in einer unzumutbaren Weise verfälschen. In Ziffer 3.2.2 ii) heißt es, dass bei Überkapazitäten in dem betreffenden Sektor der Umstrukturierungsplan eine Herabsetzung der Kapazität des Beihilfeempfängers vorsehen muss. Außerdem darf die Beihilfe nur zur Wiederherstellung der Rentabilität des Unternehmens und nicht zu einer Ausweitung seiner Produktionskapazität während der Durchführung des Umstrukturierungsplans verwendet werden.

(50) In Gräfenhainichen werden Maschinen für Kraftwerke, insbesondere für Windkraftanlagen, hergestellt. Der Anteil des Betriebs am deutschen Turbinenmarkt beläuft sich auf weniger als 1 %, und sein Weltmarktanteil ist nicht signifikant genug, um ihn prozentual zu beziffern. Der Bau von Maschinen für Windkraftanlagen ist ein Wachstumsmarkt, an dem AMBAU in Deutschland mit 2,5 % beteiligt ist. Was die Herstellung von Ausrüstungen für Metallurgie- und Chemiebetriebe betrifft, so beläuft sich der Marktanteil in Deutschland auf weniger als 1 % und ist bezogen auf den Gemeinsamen Markt unerheblich. Die Kommission stellt fest, dass AMBAU ein KMU in einem Fördergebiet nach Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe c) EG-Vertrag ist. Wie weiter oben erwähnt wurde, wird bei unveränderten Kapazitäten der Auslastungsgrad heraufgesetzt.

(51) Der Betriebsteil will seine Produkte europa- und weltweit anbieten. Die deutschen Behörden haben indessen nicht genügend Informationen über die Kapazitäten auf dem europäischen und dem Weltmarkt vorgelegt. Ohne diese Informationen kann die Kommission nicht ausschließen, dass auf dem Markt Überkapazitäten bestehen und dass die Kapazität in Gräfenhainichen entsprechend herabgesetzt werden muss.

3.3.2.4 Verhältnismäßigkeit der Beihilfe

(52) Gemäß Ziffer 3.2.2 iii) der Leitlinien muss sich die Beihilfeintensität auf das für die Umstrukturierung notwendige Mindestmaß beschränken. Anhand der Informationen ist nicht klar, ob der Investorbeitrag erheblich ist und ob folglich die Beihilfe in Übereinstimmung mit den Leitlinien als verhältnismäßig angesehen werden kann. In der Tabelle weiter oben wurde ein Beitrag von 21,4 % angegeben. Die Kommission bezweifelt, dass dies ein erheblicher Beitrag ist.

(53) Zwei Elemente dieses Beitrags von 21,4 % sind außerdem zweifelhaft:

- Die Kapitalerhöhung von 300 000 DEM wird offensichtlich zum Teil aufgrund eines Eigenkapitalhilfeprogramm der Deutschen Ausgleichsbank (DtA) durchgeführt⁽¹⁸⁾. Die DtA ist eine staatliche Einrichtung

zur Förderung von KMU. Deswegen fragt sich, ob dieser Betrag als Investorbeitrag berücksichtigt werden sollte. Die Kommission stellt fest, dass anhand der Informationen nicht ausgeschlossen werden kann, dass der gesamte oder ein Teil des Betrags von 300 000 DEM als Umstrukturierungsbeihilfe anzusehen ist.

- Was das Darlehen der Sparkasse Teltow (204 000 DEM) betrifft, so stellt die Kommission fest, dass dieses Darlehen ursprünglich Mitte 1996 dem Investor gewährt, anschließend aber im Juni 1999 nach Gräfenhainichen „transferiert“ wurde⁽¹⁹⁾. Anhand der vorliegenden Informationen kann die Kommission nicht feststellen, welche Bedeutung diese „Zuweisung“ hat. Deswegen fragt sie sich, ob dieser Betrag berücksichtigt werden kann.

(54) Sollten sich diese Zweifel bestätigen, würde der Investor lediglich mit 1,864 Mio. DEM bzw. 16,6 % zur Umstrukturierung beitragen. Es fragt sich, ob dies als ein erheblicher Beitrag angesehen werden kann, zumal der verbleibende Investorenbeitrag dann in dem Eigenobligo für die verbürgten Kredite bestünde.

SCHLUSS

(55) Aus diesen Gründen ist zweifelhaft, dass Gräfenhainichen ein Unternehmen in Schwierigkeiten im Sinne der Leitlinien ist und in den Genuss von Umstrukturierungsbeihilfen gelangen kann. Auch wenn die Leitlinien anwendbar wären, bezweifelt die Kommission, dass die langfristige Rentabilität des Beihilfeempfängers aufgrund des vorliegenden Umstrukturierungsplans wiederhergestellt werden kann, dass der Wettbewerb nicht in unzumutbarer Weise verfälscht wird und dass die Beihilfe angemessen ist. Sie bezweifelt folglich, dass die Beihilfe mit dem Gemeinsamen Markt vereinbar ist.

(56) Aus diesen Gründen fordert die Kommission Deutschland auf, ihr innerhalb eines Monats nach Eingang dieses Schreibens alle zur Beurteilung der Vereinbarkeit der Beihilfe sachdienlichen Unterlagen, Angaben und Daten zu übermitteln, insbesondere was die 70 %-Bürgschaft des Landes für den DKB-Kredit und die stille Beteiligung der Wagnisbeteiligungsgesellschaft des Landes Sachsen-Anhalt betrifft. Anderenfalls wird die Kommission eine Entscheidung auf der Grundlage der ihr vorliegenden Elemente erlassen. Sie bittet die deutschen Behörden, dem etwaigen Empfänger der Beihilfe unmittelbar eine Kopie dieses Schreibens zuzuleiten.

(57) Die Kommission erinnert Deutschland an die Sperrwirkung des Artikels 88 Absatz 3 EG-Vertrag und verweist auf Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 659/1999, wonach alle rechtswidrigen Beihilfen von den Empfängern zurückgefordert werden können».

⁽¹⁸⁾ Siehe Schreiben vom 29.12.1999, S. 9.

⁽¹⁹⁾ Siehe Schreiben vom 14.12.2000, S. 15.